

Déclaration de politique générale

# Les mensonges d'Issoze Ngondet

Suite de la P1

On se croirait dans un pays normalement démocratique où l'actuel Chef de l'Exécutif a été élu par la majorité des Gabonais, lorsque Emmanuel Issoze Ngondet évoque que la « *démocratie est et sera le futur du Gabon. C'est notre engagement* ». Un grossier mensonge

Quand on sait que pour s'accrocher au pouvoir, il a fallu à Ali Bongo de recourir à l'armée et aux mercenaires qui ont tiré sur les Gabonais et bombardé, à l'arme lourde, le QG d'un candidat.

Dans quelle démocratie arrive-t-on à conserver le pouvoir de cette manière ? Non, monsieur le Premier Ministre. Pour que vous et votre pouvoir soyez là, les Gabonais aux mains nues ont été tués, et blessés. D'autres sont toujours portés disparus. Le monde entier le sait et personne ne peut occulter cette réalité. Ces hommes et femmes sont morts parce qu'ils ont voulu mettre fin à la dictature et à l'imposture par l'intermédiaire d'un bulletin de vote, comme cela se passe dans une réelle démocratie. Et non celle qu'on proclame à l'occasion de la déclaration de politique générale (DPG).

Sur le plan économique, la DPG d'Issoze Ngondet contient de grossiers

mensonges. Et pour cause, alors les entreprises licencient à tour de bras et que les autres mettent la clé sous le paillason, Issoze Ngondet estime que son gouvernement va lutter contre le chômage : « *la lutte contre le chômage est l'un des combats majeurs du gouvernement durant ce septennat. Le principal objectif est de doubler la taille du secteur privé afin de créer des milliers d'emplois. Nous avons les atouts pour atteindre cet objectif. Notre économie génère aujourd'hui plus d'emplois qu'hier* ». On ne peut pas mieux mentir.

Avec quels moyens le PM va-t-il créer des emplois dans un secteur privé cloué par la dette de l'Etat qui bloque toute activité aujourd'hui ?

Les travaux sur la Nationale 1 sont arrêtés au motif que l'entreprise adjudicataire qui avait préfinancé n'a plus de liquidités. Et l'Etat qui lui doit comme il doit à plusieurs sociétés de la place, est dans l'incapacité de payer sa dette.

Non, monsieur le PM, on ne peut pas continuer à mentir aux Gabonais qui connaissent bien la dure réalité du pays, à savoir que les caisses de l'Etat sont vides. La gabegie et la mal gouvernance sont passés par là. Gouverner c'est prévoir. Mais avec Ali Bongo et ses gouvernements successifs,

gouverner c'est continuer dans le pilotage à vue. Sinon, comment peut-on expliquer par exemple qu'en 2012, comme l'a déclaré le PM : « *Les recettes pétrolières annuelles étaient de 1500 milliards de F CFA* ». Qu'a-t-on réalisé avec cet argent, alors que le Gabon, en sept ans, n'a pas construit une seule école, un seul collège, un seul lycée, encore moins une université ? Où est passé toute la plus value pétrolière ?

Si on n'a pas su créer les emplois, construire les écoles, collèges, lycées et universités, avec 1500 milliards de recettes pétrolières annuelles, peut-on réellement croire que le Gabon s'en sortirait avec 400 milliards de recettes pétrolières annuelles ?

En réalité, la DPG d'Issoze Ngondet est passée parce que la configuration de l'actuelle Assemblée nationale est à l'image du système politique Bongo-PDG. Une Assemblée monocolor.

Dans une réelle démocratie, ce grand bluff présenté jeudi dernier aurait été sévè-



rement sanctionné.

Car la réalité est là et implacable. Le Gabon est en crise et les agences de notation classent désormais le pays dans la catégorie des pays où : « *il n'est pas conseillé d'investir* ». Et il va devoir que les Gabonais s'adaptent : « *désormais à ce nouveau contexte* », comme le conseille si bien Régis Immongault, votre ministre de l'Economie.

Les Gabonais préfèrent cette réalité que les mensonges d'une DPG.

Nelson Tchimbakala